

AMENEZ DES IMMIGRANTS

POUR ASSURER AU PAYS UNE PROSPERITE CONTINUELLE, DIT M. BOB ROGERS, IL FAUT A TOUT PRIX ENCOURAGER L'IMMIGRATION — CE QU'IL NOUS RESTE A FAIRE.

Le véritable problème à résoudre par le Canada après la guerre sera d'amener ici des immigrants au lieu de chercher des débouchés à nos produits à l'étranger. Voilà la thèse que M. Rogers, ministre des Travaux publics, a exposée hier dans un discours substantiel prononcé au Canadian Club sur les conditions d'après-guerre. L'auditoire était l'un des plus considérables de la saison.

"Certains gens, a dit le ministre, se préoccupent de trouver des débouchés, à l'étranger, à nos producteurs. Pourquoi aller ailleurs en quête de consommateurs, quand on peut amener les consommateurs au pays? Le meilleur consommateur pour le Canada est l'homme qui s'en vient s'établir ici et contribuer au développement de notre jeune pays."

M. Rogers a déclaré que les gouvernants doivent prévoir de loin à une époque comme la nôtre, et que le pays a besoin de véritables hommes d'Etat. Tout le monde sait qu'en temps de paix, il n'y a pas eu assez de prévoyance. Il en est résulté des dépenses immenses et la perte inutile de plusieurs vies. Le gouvernement cependant a pris les choses en main, sans peur et avec détermination, convaincu que le Canada est anglais jusqu'à la moelle, et que le peuple ratifiera toutes les mesures nécessaires qu'il prendra pour aider à assurer la victoire.

Mais jusqu'à présent, a ajouté le ministre, le Canada n'a donné que les 3 cinquièmes de ce qu'il a promis. Il faut qu'il donne les deux autres cinquièmes. Nous n'allons pas nous ranger au nombre des nations qui ne tiennent pas leurs engagements. Nous avons nommé une commission du service national qui a reçu pleins pouvoirs au sujet du recensement des hommes du Canada. Grâce à ce dénombrement, nous allons bientôt atteindre cet état idéal où il n'y aura plus de tire-au-flanc. Par personne alors ne pourra échapper à la pression de l'opinion publique qui exigera de chacun de prendre sa part du fardeau national en accomplissant la tâche la plus appropriée, soit comme combattant, soit en fabriquant des munitions, soit par un concours dans un domaine reconnu.

L'orateur a fait remarquer que toutes les autres nations, les Alliés comme les ennemis, se préparent activement à la situation qu'amènera la paix, et le Canada doit faire de même.

Après la guerre, il se produira inévitablement une grande crise industrielle, par suite du retour soudain de centaines de milliers de Canadiens et de la brusque fermeture des ateliers de munitions. Cela constituera le plus formidable problème que le pays aura jamais connu au chapitre des sans-travail et si la nation n'est pas prête à y faire face, il en résultera un désastre sans précédent.

Le gouvernement fédéral doit prendre l'initiative en cette matière et le fera. Mais il demande aussi l'active et intelligente coopération de tout autre corps, gouvernements provinciaux, municipaux, chambres de commerce, Canadian Clubs, chemins de fer, banquiers. Le gouvernement a eu beaucoup à faire pour aiguiller notre activité industrielle vers la fabrication des munitions; il doit prendre une part au moins égale aux efforts que l'on fera pour ramener nos industries du pied de guerre au pied de paix.

"Nous devons tout faire pour nos soldats revenus du front, a dit M. Rogers. Nous ne devons pas avoir de soldats infirmes qui demanderont l'aumône au coin des rues." Pour cela, le gouvernement fera tout en son pouvoir pour établir ces soldats sur des terres, et avant leur départ d'Angleterre on les consultera sur leurs désirs. Dans tout cela, il ne doit pas y avoir de place pour la partisanerie politique.

Les flots d'immigrants qui vont quitter l'Europe ravagée dans les trois premières années qui suivront la guerre décideront de l'avenir du Canada pour longtemps. Va-t-on laisser ces immigrants aller aux Etats-Unis, en Argentine et ailleurs? M. Rogers a souligné le fait qu'entre temps la production et l'épargne sont nécessaires.